

ADRESSE DES PERSONNELS
À MONSIEUR LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL
DES DOUANES DE MÉDITERRANÉE

Monsieur le Directeur Interrégional,

Vous avez convoqué un CTL ce jour pour présenter de nouveau au vote de nos représentants des mesures que ceux-ci ont repoussées par leur vote négatif unanime le 26 janvier 2012.

Il s'agit notamment d'un vote sur le PAE 2012, dont vous avez annoncé par ailleurs le caractère non-modifiable et inéluctable, ce PAE ayant déjà été validé...par vous-même !

Drôle de conception du dialogue et drôle de conception du social !

Vous connaissez l'état de délabrement des services que vous dirigez.

Vous connaissez la pression à laquelle se livrent certains chefs de services acculés à faire peser sur les personnels présents des charges de travail qui devraient être assurées par près du double des agents dont ils disposent.

Vous connaissez la détresse qui envahit progressivement les agents de vos services faute de moyens pour exercer correctement leurs missions.

Vous connaissez les futurs plans de casse de notre administration que vous dicte le gouvernement, via la Direction Générale.

Pourtant, vous persistez à tenter de nous faire croire, peut-être pour vous en persuader vous-même, que nous pourrions faire mieux, ou aussi bien, avec moins de moyens.

Sous couvert de « changement », d'« évolution », de « rationalisation », vous tentez, en regroupant des services et des missions, de pallier le manque criant de personnel dans notre interrégion.

Vous prônez comme une panacée nouvelle et inattendue, la spécialisation des Directions Régionales, comme si elle résultait de votre réflexion et de votre initiative personnelle, alors que Monsieur FOURNEL s'applique à la généraliser en ce moment même dans toutes les interrégions.

Vous reprenez ainsi à votre compte des plans de rigueur injustifiés pour notre administration et ce qu'elle représente de protection de la population et de régulation économique.

Vous reprenez ainsi à votre compte une gestion dénoncée même par une frange de plus en plus importante des élus de la nation qui s'en émeuvent ouvertement (rapport CARSENAC) et dans les média en déplorant la diligence avec laquelle certaines administrations, dont la nôtre, appliquent la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, en allant au-delà de ce qu'on leur impose.

Vous avez présenté à nos représentants lors du CTL du 26 janvier 2012, un projet de PAE 2013 qui supprimerait encore 30 ETPT sur l'Interrégion Méditerranée.

Comptez-vous procéder comme en 2011 pour le PAE 2012, et valider tout seul ce projet en fin d'année, pour le présenter ensuite au vote des OS, auxquelles vous avez déjà annoncé que vous passerez outre de toute façon ?

Nous sommes venus vous le dire tout net, Monsieur le Directeur Interrégional, nous n'accepterons plus aucune suppression sur notre interrégion, ni en 2013, ni dans les années à venir.

Nous sommes décidés au contraire à tout mettre en œuvre, dussions-nous affronter vos foudres et celles du Directeur Général, pour nous opposer à toutes les mesures que vous prendriez en ce sens.

Aucun discours lénifiant, aucun habillage, aucun cache-misère ne vous permettra de couvrir le mensonge qui consiste à donner nos missions régaliennes au privé au prétexte de notre impossibilité à les assurer dans le marasme que vous aurez vous-même contribué à créer.

Les agents de votre interrégion sont venus vous le dire solennellement, avec toute la gravité qui sied à l'enterrement de notre administration des Douanes, à laquelle nous sommes apparemment plus attachés que vous et l'ensemble de la haute hiérarchie.

Il est bien évident que nous accueillerions avec une immense satisfaction un démenti de votre part avec l'assurance que vous lutterez à nos côtés pour défendre le service public douanier, nos missions et nos emplois.

Oui, Monsieur le Directeur Interrégional, nous attendons de vous que vous disiez au Directeur Général que vous ne rendrez plus un seul emploi, que vous ne sacrifierez plus aucun agent sur l'autel de la sacrosainte performance, que vous ne cautionnerez plus cette logique ultra-libérale qui va au-delà des restrictions budgétaires souhaitées.

Nous vous demandons solennellement de faire part de notre détermination à la Direction Générale et de faire passer le message suivant :

Tout est mis en œuvre aujourd'hui pour faire craquer les plus calmes d'entre nous et vous porteriez l'entière responsabilité de débordements qui pour n'être pas ceux que nous souhaitons, n'en seraient pas moins amplement justifiés par votre incapacité à nous écouter et surtout à nous entendre.

Marseille le 20 février 2012